

Ces six secteurs qui pourraient dessiner la Calédonie de demain

ÉCONOMIE.

L'Agence française de développement (AFD), le WWF-France (WWF) et l'Agence de la transition écologique (Ademe) ont cofinancé, pour la première fois, une étude sur le potentiel de diversification économique du Caillou.

Le contexte

Une économie, durant des années prospère, qui s'est fondée sur la ressource nickel et les transferts financiers de la Métropole. Sauf que cela ne suffit plus. La Calédonie est en difficulté, sa « croissance s'érode au cours des années et les marges de manœuvre s'épuisent, comme en témoignent les déséquilibres des comptes sociaux et les tensions budgétaires », indiquait mardi l'IEOM. Comme la plupart des territoires du Pacifique, la Calédonie a été touchée par les crises successives (économique, sanitaire et écologique) du fait de sa dépendance aux importations notamment.

L'étude

En 2019, l'AFD, WWF et l'Ademe, ont financé une étude sur le potentiel du territoire. En se basant sur le concept de soutenabilité forte. Développé par les économistes écologistes, il est caractérisé par la nécessité de maintenir, à travers le temps, un stock de « capital naturel critique », dont les générations futures ne sauraient se passer. Un comité technique a rassemblé les organisations patronales, les chambres consulaires...



L'étude présente six filières à développer d'ici 2040 pour réduire les inégalités et mieux résister aux crises mondiales tout en offrant un développement économique.

Photo AFD

Objectif : cibler et développer les filières qui ont le plus faible impact environnemental ou privilégier celles qui ont un impact environnemental sur lequel il est possible d'agir.

Six filières identifiées

La transition agroécologique est la première visée. « Nous avons une capacité d'autonomie assez faible, 10,5 % en 2020. L'objectif serait d'atteindre les 40 % en 2040. L'idée étant de moins importer », indique Caroline Rantien, représentante de l'Ademe. Cela permettrait en outre de créer 14 500 emplois.

Les énergies renouvelables restent inévitables. « Nous avons un mix énergétique ultra-dépendant des énergies fossiles (98 %). Le secteur minier et métallurgie, comme Prony Resources, s'engage dans ce sens. Si on souhaite réduire les importations, on a un pas de géant à franchir. » Ce secteur pourrait créer 300 emplois.

La sylviculture est un autre enjeu majeur. « Le taux d'utilisation de bois local est très faible », une aberration compte tenu de l'étendue du territoire. L'idée est de passer de 28 % à 50 % en 2040. « Cela va supposer de mettre en place une politique de reboisement et de qualification des ressources. » Une façon également de créer de l'emploi en zones rurales et tribales. La pêche reste également un secteur d'avenir. « Il y aura un gros enjeu en termes de gestion régionale du stock », indique Hubert Géraux, pour WWF. L'ambition est également de maintenir l'aquaculture et de la diversifier les productions tout en réduisant l'empreinte écologique en « réfléchissant à des alimentations produites localement ».

Cinquième secteur prioritaire ? Le tourisme. Ou plutôt l'écotourisme. « Il y a un véritable décalage entre le capital naturel que l'on a à valoriser et le faible développement du tourisme

de niche. On a des touristes du monde entier qui rêvent par exemple de découvrir nos 30 espèces endémiques de palmiers. On n'a pas investi dans le capital humain pour capter ce type de tourisme. »

Dernière priorité, les substances naturelles. « On est détenteur d'un potentiel de substances, de principes actifs, que d'autres n'ont pas, explique Hubert Géraux. On en a dans les plantes, les champignons et les coraux... Des start-up se sont déjà développées ici, donc on n'est pas dans l'utopie mais il faut à présent changer d'échelle. » Le chantier du cadrage juridique s'avérera essentiel. Les politiques devront s'entendre à ce sujet. La gestion du matériel biologique revient aux provinces tandis que les savoirs sont de la responsabilité du gouvernement. Il faut rassurer les porteurs de projet avec un cadre clair.

Jean-Frédéric Gallo

18 000

emplois.

C'est ce que pourrait générer en 2040 la mise en place de politiques publiques si les préconisations de l'étude étaient mises en œuvre.

REPÈRES

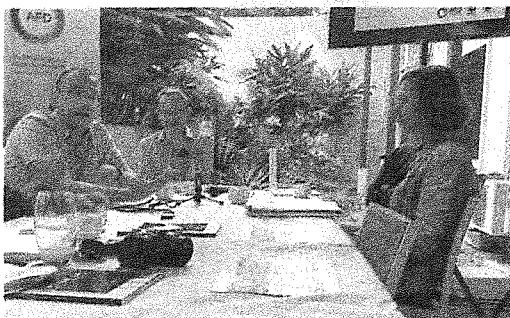
Ne pas être « hors sol »

Avec cette étude, les cofinanciers entendent mener une réflexion collégiale et réaliste sur la capacité du territoire à évoluer vers une économie valorisant respectueusement ses ressources naturelles renouvelables. « Nous sommes partis de la situation actuelle puis il y a eu un travail de modélisation économique réalisé par des bureaux d'études qui nous ont permis d'analyser les données disponibles et transmises par l'Isée et l'IEOM, détaille Caroline Rantien, représentante de l'Ademe en Calédonie. Nous avons ensuite fait des hypothèses pour l'avenir. Nous avons essayé d'avoir des scénarios ambitieux mais réalistes. Nous ne voulions pas être hors sol ».

Pourquoi changer de modèle ?

Un changement de modèle. C'est ce que souhaitent les acteurs de cette étude. Ils l'expliquent. « La Calédonie dispose d'atouts exceptionnels mais elle est frappée par des crises. Le modèle calédonien pose question. Sur les inégalités par exemple, que l'on mesure avec l'indice de Gini. Le niveau de la Nouvelle-Calédonie est le même que celui de l'Angola. » La Nouvelle-Calédonie est également le troisième plus gros émetteur de gaz à effet de serre par habitant au monde et le premier plus gros émetteur de gaz à effet de serre lié à la combustion de charbon, notamment à cause des feux de forêt.

Intégré au schéma d'aménagement et de développement ?



Hubert Géraux (à gauche) espère bien voir l'étude rapidement intégrée dans les politiques publiques.

Photo Jean-Frédéric Gallo

L'économie pensée au bénéfice de la sphère sociale et de la nature. C'est en résumé ce que défend le concept de « soutenabilité forte ». Mais au-delà du principe, le travail présenté par les trois acteurs économiques et environnementaux a le mérite de rendre les intentions concrètes et rentables.

Hubert Géraux ne s'en cache pas : « De façon très pragmatique, on attend que ce travail soit repris dans le cadre de la révision du schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie 2025. Il doit être révisé. Il ne l'est pas encore. »

Caroline Rantien, elle, l'a rappelé à plusieurs reprises : « Les modèles

qui paraissent hier indépassables, démontrent chaque jour un peu plus leurs limites. C'est la résilience et l'intérêt général qui s'imposent comme des facteurs de progrès et de croissance. » Cette contribution, qui pourrait faire office de feuille de route, pourrait changer la Calédonie et son économie, dans les prochaines années. « Il ne s'agit pas, précisent les acteurs, de viser une autonomie totale, un arrêt brutal des mécanismes économiques en place ou une totale autosuffisance. [...] Il s'agit de se demander vers quoi la Nouvelle-Calédonie pourrait tendre si elle s'engageait sur une trajectoire véritablement soutenable. »